

**NATIONS UNIES**



**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**



**CONSEIL  
DE SÉCURITÉ**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/36/253

S/14479

14 mai 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-sixième session

Point 32 de la liste préliminaire<sup>x</sup>

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAÏN

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-sixième année

Lettre datée du 11 mai 1981, adressée au Secrétaire général  
par le Président du Comité spécial contre l'apartheid

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour être portée à l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, une déclaration que j'ai rendue publique aujourd'hui au sujet d'une conférence qu'il est question d'organiser à Buenos Aires pour discuter d'une "Alliance de l'Atlantique sud" dont ferait partie le régime raciste d'Afrique du Sud.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la déclaration en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité spécial  
contre l'apartheid,

(Signé) B. Akporode CLARK

<sup>x</sup> A/36/50.

ANNEXE

Déclaration du Président du Comité spécial contre l'apartheid

Mon attention a été appelée sur des rapports de presse selon lesquels l'idée d'une "Alliance de l'Atlantique Sud" serait discutée lors d'une conférence sur les questions de stratégie militaire prévue pour le 26 mai à Buenos Aires et organisée par l'Institute of American Relations et le Council for Inter-American Security de Washington, D.C., en coopération avec deux instituts argentins : la fondation Carlos Pellegrini et l'Ateneo de Occidente.

Les organisateurs de la Conférence à Buenos Aires ont annoncé que figureraient parmi les participants des représentants de l'Afrique du Sud, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Argentine, du Brésil et d'autres pays d'Amérique latine. L'un des participants est le général Vernon Walters des Etats-Unis d'Amérique, ancien directeur adjoint de la Central Intelligence Agency, qui après son départ à la retraite a fait partie du groupe qui était chargé de conseiller M. Ronald Reagan sur les questions de politique étrangère au cours de sa campagne présidentielle de 1980.

Cette conférence se tiendrait au moment où doit se réunir à Paris, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine, la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud. La date choisie, comme pour souligner le caractère raciste de la Conférence de Buenos Aires et la signification politique qu'elle voudrait avoir, est l'anniversaire du jour où le régime d'apartheid a été porté au pouvoir en Afrique du Sud en 1948 sur la base d'un programme de domination blanche et d'hostilité à la population noire.

Je me permettrai de rappeler que le régime raciste d'Afrique du Sud essaie depuis la fin des années 60 de promouvoir l'idée d'une Alliance de l'Atlantique Sud afin de s'intégrer au système des alliances militaires occidentales. Le Comité spécial a dès 1969 attiré l'attention des pays intéressés sur les sinistres desseins de l'Afrique du Sud et a reçu d'eux des assurances qu'ils n'avaient aucune intention de conclure une alliance de ce genre.

Le régime sud-africain relance à présent ce projet dans le vain espoir qu'il bénéficiera de l'encouragement et de l'appui actifs de certains milieux militaires et politiques d'Amérique latine et des Etats-Unis d'Amérique. C'est pourquoi le Comité spécial surveille de très près l'établissement de liens et contacts militaires entre l'Afrique du Sud et certains pays d'Amérique latine.

Une alliance militaire avec l'Afrique du Sud constituerait non seulement une violation flagrante de l'embargo obligatoire sur les armes décrété par le Conseil de sécurité des Nations Unies contre l'Afrique du Sud mais un acte d'hostilité contre la population opprimée d'Afrique du Sud et contre tous les Etats africains indépendants. C'est là un défi à la communauté internationale tout entière qui est vouée à l'élimination de l'apartheid.

A/36/253  
S/14479  
Français  
Annexe  
Page 2

Comme a tenu à le signaler, à maintes reprises, le Comité spécial, les gouvernements et les peuples voués à l'élimination du régime inhumain d'apartheid, ne peuvent pas ne pas agir contre la formation d'une alliance avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Le Comité spécial se félicite donc chaleureusement de l'appel qu'a promptement lancé le Bureau de coordination des pays non alignés lors de la session extraordinaire qu'il a tenue à Alger en avril 1981, où il demande à la communauté internationale de prendre toutes les mesures voulues pour empêcher la formation d'une Alliance de l'Atlantique sud.

Au nom du Comité spécial contre l'apartheid, je tiens à dénoncer vigoureusement le projet d'une conférence qui discuterait d'une alliance avec le régime raciste d'Afrique du Sud et j'exprime l'espoir qu'aucune personne dévouée aux principes de la liberté, des droits de l'homme et de la justice, n'y participera.

J'invite les gouvernements amis d'Amérique latine à se dissocier immédiatement et catégoriquement de toute participation à cette conférence, à en dénoncer les intentions et à déclarer leur ferme opposition à toute alliance militaire avec le régime raciste.

-----

